

## **Communiqué de presse Fsu**

### **CSASD de préparation de rentrée 2025 dans les collèges : Le déni de la souffrance des personnels persiste**

Le CSASD devant examiner les moyens attribués aux collèges du département pour préparer la rentrée 2025 dans la Manche s'est tenu ce jeudi 30 janvier 2025 dans les nouveaux locaux de la DSDEN de la Manche à Saint-Lô.

Malgré l'annulation des 4000 postes prévus par le précédent gouvernement, les collèges de la Manche devront rendre l'équivalent de 13 postes d'enseignants soit 234 heures de cours qui manqueront pour cette rentrée 2025. (2 postes en moins dans le premier degré et 5 postes sont aussi retirés dans les lycées généraux et technologiques). Notre administration le justifie par la baisse des effectifs prévus qui correspond à 166 élèves de moins par rapport aux effectifs actuels ! (16285 élèves sont prévus à la rentrée) C'est donc un poste d'enseignant supprimé pour 12 élèves de moins pour cette rentrée, exactement le même tempo que depuis 2014 (145 postes ont été détruits dans les collèges de la Manche depuis 2014).

Par ailleurs, si la réforme « choc des savoirs » est remise en question par la nouvelle ministre sur le DNB (Brevet des collèges) couperet pour aller au lycée et les groupes de niveaux en 4-3°, ceux-ci demeurent en 6-5° alors que les textes réglementaires qui les instituent ont été invalidés par le Conseil d'Etat et qu'aucun autre texte n'est paru à ce jour. Le bilan de la mise en place de ces groupes de niveaux est très négatif : inefficace, stigmatisant pour les élèves, désorganisant des établissements, pas ou très mal financés au point qu'ils suppriment la plupart des autres dispositifs d'accompagnement des élèves, imposés parfois aux forceps contre la volonté des équipes ...

Cette réforme de tri social que la profession n'approuve pas et les restrictions de moyens systématiques qui s'imposent avec un management brutal accroissent la souffrance au travail d'un nombre toujours plus grand de personnels (Enseignants, AESH, CPE, AED,...) . Sur ces points, le déni de notre administration persiste, s'enfermant dans un « discours positif » tellement loin de la réalité vécue des personnels.